

Maros Sefcovic à Fribourg: la messe est dite

OPINION

Le coup politique est sans aucun doute magistral et l'opération de communication brillante: l'Université de Fribourg a réussi à mettre le conseiller fédéral Casis sous pression en invitant le vice-président de la Commission européenne Maros Sefcovic à prononcer un discours sur les relations Suisse-UE, à l'occasion d'une journée de l'Europe habilement déplacée du mois de mai au 15 mars pour l'occasion.

Pourtant, que l'on ne s'y trompe pas, les voix de Berne et de Bruxelles ne s'accordent pas. L'ouverture de la cérémonie par la maîtresse des lieux sonne faux: la rectrice Astrid Epiney fait les louanges de la voie bilatérale dont elle prédit un avenir couronné de succès. Le malaise dans la salle remplie de plus de 300 fidèles est palpable: le chœur de chambre vieillissant convoqué pour animer l'office ne parvient pas à détendre l'atmosphère, en s'époumonant sur des alléluias bibliques à la gloire du roi David. Les invités officiels fribourgeois tentent tant bien que mal de souligner la symbolique de l'événement: Fribourg est le canton catholique par excellence où se rencontrent les langues et les cultures; il s'agit en somme du lieu parfait pour annoncer que Berne et Bruxelles sont sur la bonne voie pour trouver un terrain d'entente et pour sortir enfin de l'impasse.

Le miracle tant attendu n'a pourtant pas lieu. David n'a, cette fois, pas vaincu Goliath. Le message de Maros Sefcovic est limpide: les divergences subsistent



BASTIEN NANÇOZ
HISTORIEN

***Au moment
où les sept Sages
ont rarement paru
plus désunis
et en manque
de confiance,
une volte-face
helvétique semble
plus qu'improbable***

et doivent être clarifiées conformément à un «calendrier réaliste» pour pouvoir moderniser les relations Suisse-UE et prendre congé des accords bilatéraux qui s'érodent. Dans son sermon, le commissaire européen conditionne la réintégration de la Suisse aux programmes européens de recherche à la conclusion d'un accord englobant tous les paquets de négociation avant l'été 2024. Après dix ans de négociations d'un accord-

cadre que le Conseil fédéral a unilatéralement jeté aux oubliettes en mai 2021, suivis de deux ans supplémentaires d'errances diplomatiques dont le seul développement récent est l'annonce d'un neuvième round d'entretiens exploratoires, ce calendrier semble être tout sauf réaliste vu de Berne.

Aux yeux du commissaire européen et des 27 Etats membres de l'UE qu'il représente, la balle est pourtant bien dans le camp helvétique: pour obtenir des droits, la Suisse doit être prête à remplir ses obligations. A quelques mois des élections fédérales et au moment où les sept Sages ont rarement paru plus désunis, en rupture de collèialité et en manque de confiance, une volte-face helvétique semble plus qu'improbable. Tapié dans son réduit, la Suisse préfère se perdre dans des entretiens exploratoires stériles plutôt que de faire des concessions pour le bien du pays.

A l'issue de son homélie, le commissaire européen l'a souligné: la Suisse ne peut pas se permettre un second échec. Il est grand temps que le gouvernement helvétique prenne ses responsabilités et adopte rapidement un mandat de négociation. Il n'en va pas seulement de la participation de nos chercheurs aux programmes européens de recherche, il en va surtout de l'accès de l'économie suisse au marché unique et donc de sa prospérité future. Après la célébration fribourgeoise du 15 mars 2023, il ne reste donc plus qu'à prier, car la messe européenne est dite. ■